

CIBLE

Unité

La France unie...Ce pourrait être un simple slogan de campagne électorale masquant une ambition partisane. C'est au contraire un authentique projet de François Mitterrand, qui se manifeste clairement dans la composition du comité national de soutien à sa candidature.

Le fait est, que figurent dans la liste publiée, outre les représentants des principales activités de notre pays (industriels, syndicalistes, universitaires, artistes...) la plupart des familles politiques de notre pays: le socialisme dans ses différents aspects avec par exemple Pierre Mauroy et Huguette Bouchardeau, le gaullisme avec Frédéric Grendel et Bertrand Fessard de Foucault, la tendance social-démocrate avec Eric Hinterman, la droite libérale avec Dominique Jamet, le communisme avec Henri Fizbin, le radicalisme avec François Doubin et François Luchaire - sans oublier bien entendu la Nouvelle Action Royaliste qui est représentée par Bertrand Renouvin. Ainsi se dessine la nouvelle perspective politique, que la réélection du président de la République permettra de concrétiser.

Nouvelle donne

Enjeux d'une réélection



Présidentielle

**Reflets de la
campagne**

(p.2-3-12)

Apartheid

**Dulcie
September**

(p.4)

M 2242 - 491 - 11,00 F



3792242011001 04910

Présidentielle

Les royalistes en campagne

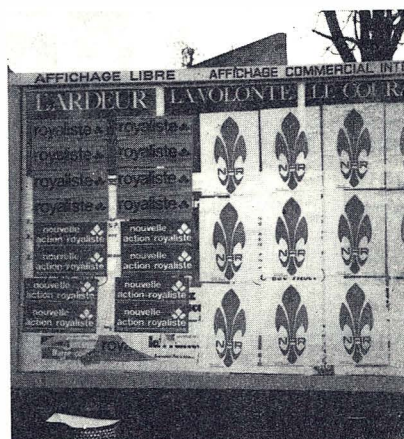
Dès le début du mois de février, alors que certains s'interrogeaient encore sur la décision présidentielle, les délégués et les militants de la Nouvelle Action royaliste ont rejoint les comités « Avec François Mitterrand » qui regroupent celles et ceux qui, hors de toute considération de parti, souhaitent que le président de la République soit à nouveau candidat.

Cette décision, prise lors du congrès de la NAR du mois de janvier, n'était pas de pure forme: l'adhésion des royalistes de la NAR aux comités « Avec Mitterrand » impliquait une participation active et, lorsque les dirigeants nationaux de ces comités en exprimaient le souhait, une prise de responsabilités. Après plus de deux mois de campagne, il est clair que cette action menée en commun a été très positive sur le plan des résultats (de nombreux comités constitués, une fête réussie au Zénith, des dizaines de milliers de signatures recueillies) et particulièrement probante quant aux conditions du travail collectif: pas une ombre entre les animateurs nationaux des comités (Alexandre Medvedovski et Maurice Benassayag) et les délégués départementaux de la

Les royalistes de la NAR ne se contentent pas de déclarations de principe: ils soutiennent activement la candidature du président de la République.

NAR, mais au contraire un réel climat de confiance, d'estime mutuelle et d'amitié.

Cet excellent climat n'a pas toujours régné, tant s'en faut, entre les délégués royalistes et les responsables départementaux du Parti socialiste. D'abord parce que la direction du PS avait très officiellement fait connaître, par la bouche de Pierre Mauroy, qu'elle voyait d'un très mauvais œil ces initiatives qui n'émanaient pas d'elle et qu'elle ne contrôlait pas. Ensuite parce que certains secrétaires fédéraux et députés socialistes avaient décidés de ne rien faire avant la déclaration officielle de candidature, tantôt pour des raisons tenant à la tactique locale, tantôt parce qu'ils faisaient mine de croire, contre toute évidence, que Michel Rocard pouvait encore être candidat. Réunions décommandées ou boycottées, signatures retenues par les fédérations, mauvaise volonté, dénigrement, et même menaces: il y aura beaucoup à raconter après la campagne, lorsque viendra l'heure du bilan. Du moins nos délégués auront ap-



pris, très concrètement, ce que signifie la volonté hégémonique d'un grand parti et l'étroitesse de vues de certains de ses représentants, qui confondent allègrement l'élection présidentielle et les affaires de la municipalité ou de la circonscription...

La constitution d'un comité de soutien national et de comités départementaux devrait résoudre ces difficultés puisque le Parti socialiste y participera comme composante, aux côtés d'autres formations, et qu'il ne devrait pas prétendre, à en croire les déclarations de son

premier secrétaire, conduire seul la campagne et être le seul à parler au nom de ceux qui soutiennent François Mitterrand.

Souhaitée par leur responsable national, la participation de la NAR à ces comités de soutien devrait se faire sans difficultés. Restait cependant, début avril, la question posée par l'absence de tout représentant de notre mouvement dans « l'état-major de campagne » du candidat. Comme l'a souligné Bertrand Renouvin dans Libération (30 mars) tous les courants du Parti socialiste et toutes les formations ou familles de pensée qui soutiennent François Mitterrand se trouvent représentées dans cet organisme à l'exception de la NAR. On veut croire qu'il ne s'agit que d'un oubli réparable puisque la campagne est placée sous le signe du rassemblement le plus large possible. Cela signifie, encore une fois, que cette campagne n'est ni celle du Parti socialiste ni même celle de la gauche. Les paroles et les actes qui pourraient donner l'impression contraire ne feraient que nuire à François Mitterrand et iraient à l'encontre de la volonté qu'il ne cesse d'exprimer.

Yvan AUMONT

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Les royalistes en campagne - p.3: L'ordre selon Jospin - Ambiguïtés chiraquiennes - p.4: Edgar Faure - Apartheid - p.5: Chemins du monde - 6/7: Un bilan négatif - p.8: Futures éminences - Présence du tiers monde - p.9: Un monarque républicain ? - p.10: Les chouans - Art Poétique - p.11: Action royaliste - p.12: Enjeux d'une réélection

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

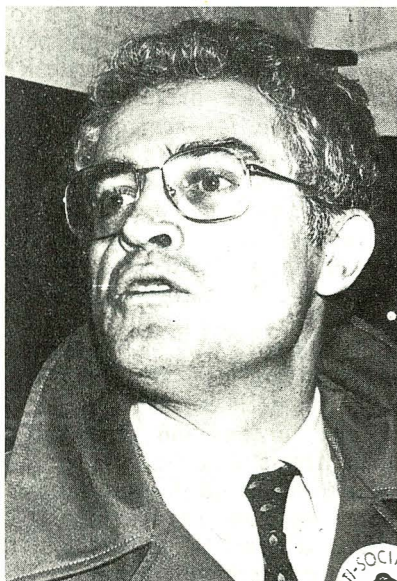
Diktat

L'ordre selon Lionel Jospin

Dans leurs discours, les dirigeants socialistes évoquent à juste titre la nécessité du rassemblement. Certains d'entre eux auraient tendance à exiger, en pratique, l'alignement.

Depuis quelques semaines, c'était presque un plaisir que d'écouter Lionel Jospin. Renonçant à confondre le président de la République et le Parti socialiste, et à voir dans sa réélection le retour de la gauche au pouvoir, le Premier secrétaire parlait enfin le langage du rassemblement et de l'ouverture, et présentait sa formation comme une composante - la plus importante mais pas la seule - de l'ensemble qui se retrouve aujourd'hui autour de François Mitterrand.

Peu avant Pâques, une courte polémique, anecdotique mais significative, a montré que la coïncidence était loin d'être parfaite entre le discours et le comportement. Évoquant le récent livre d'Alain Devaquet, d'ailleurs favorablement cité par François Mitterrand, Jean-Pierre Cot avait souligné que l'ancien ministre RPR faisait partie «des hommes de bonne volonté que l'on trouve dans tous les partis» et que celui-ci aurait presque sa place au sein de l'état-major de campagne de François Mitterrand. Ces remarques de bon sens, malicieusement illustrées par le slogan «Devaquet avec nous» ont provoqué une furieuse réplique de Lionel Jospin qui, évoquant les événements de novembre et décembre 1986, demanda «qu'on laisse M. Devaquet à son travail et à ses livres» après avoir averti Pierre Bérégovoy (directeur de campagne du candidat) des limites à ne pas dépasser: l'ouverture n'est pas la combinaison, le rassemblement n'est pas la compromission avec les partis de droite... L'affaire est mineure



mais elle n'en est pas moins déplorable à plusieurs titres:

- Il n'est pas admissible que le Premier secrétaire du P.S. exerce son contrôle et sa censure sur les déclarations des porte-paroles officiels du candidat, qu'il s'agisse de Jean-Pierre Cot pour ses déclarations sur Alain Devaquet, ou encore de Jack Lang coupable de ne pas avoir repris les thèses officielles du Parti sur l'avenir de TF1.

- Il n'est pas normal que le directeur de campagne de François Mitterrand laisse «Le Monde» écrire que «M. Jospin remet de l'ordre chez M. Bérégovoy» sans réagir.

- Il est inquiétant que Lionel Jospin prononce urbi et orbi des condamnations et des exclusions qui contredisent la volonté de rassemblement exprimée par le candidat qu'il soutient.

Il est urgent que M. Bérégovoy remette de l'ordre chez M. Jospin.

Sylvie FERNOY

Xénophobie

Les ambiguïtés chiraquiennes

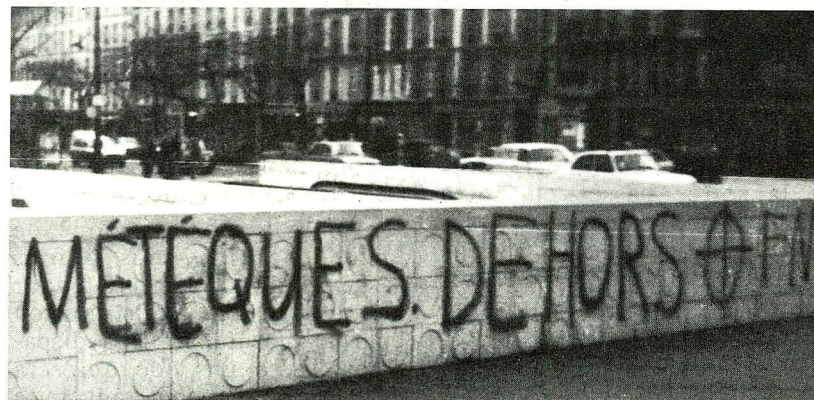
Nul ne conteste sérieusement que Jacques Chirac soit antiraciste. Mais il faut s'inquiéter, une fois de plus, des risques qu'il prend pour récupérer l'électorat du Front national.

Elle n'était pas feinte, la colère du Premier ministre aux Antilles lorsqu'il vit ses affiches détournées par de méchantes bulles lui faisant dire qu'il était raciste. Elle n'était pas non plus de circonstance, la mise au point qu'il fit sur cette question grave entre toutes et la force qu'il mit à affirmer que nous étions tous des métis.

Jacques Chirac est antiraciste, et personne ne peut, sans calomnie, prétendre le contraire. Mais Jacques Chirac veut aussi atteindre ses objectifs à l'occasion de l'élection présidentielle et ne recule pas devant les ambiguïtés, dès lors qu'elles peuvent lui servir.

ambiguë, Jacques Chirac voulait faire coup double: réaffirmer à l'intention des modérés son antiracisme et marquer sa sollicitude à l'égard de l'opinion xénophobe dont il souhaite conquérir les suffrages.

Cette démagogie est classique et ne vaudrait pas trois lignes si elle concernait un quelconque groupe de pression. Or il s'agit ici du sentiment xénophobe, qui ne régresse pas et peut se sentir encouragé, puisque «compris» par le Premier ministre. Et cette sollicitude est d'autant plus regrettable qu'elle s'inscrit dans une stratégie constante qui consiste à couper l'herbe sous le pied du Front national en lui faisant des concessions, tantôt



■ A trop vouloir récupérer un électorat, on peut perdre son âme...

Ainsi, lors d'une réunion à Marseille le 10 mars dernier, le Premier ministre n'avait pas hésité à déclarer que, s'il ne pouvait «admettre» les réactions xénophobes, il pouvait cependant les «comprendre». Ce qui peut être entendu de deux manières: soit au sens étymologique (cum prehendere: prendre avec), soit au sens de la simple saisie intellectuelle d'un phénomène politique et social. Par le choix de cette formule

dans les mots, tantôt dans les actes: ainsi, le projet de réforme du code de la nationalité qui a donné une crédibilité aux thèses du Front national sans que le RPR et le gouvernement en tirent le moindre profit.

Il est dangereusement paradoxal de vouloir briser le Front national en confortant les sentiments qui le font exister.

Yves LANDEVENNEC

Mémoire

Edgar Faure

Le monde politique a unanimement rendu hommage à Edgar Faure, qui n'a pu malheureusement mener à bien la célébration du bicentenaire de la Révolution.

Tout, ou presque, a été dit d'Edgar Faure, lors des très nombreux hommages qui lui ont été rendus. Ajoutons cependant deux ou trois choses que nous savions de lui, qui fut, voici trois ans, l'invité d'un de nos « Mercredis de la NAR ».

Au fil de ses célèbres évolutions politiques, l'ancien président du Conseil savait être, à

tion politique suprême était hors de son propre champ, au-delà de ses compétences, réservée à d'autres que lui. Tant d'autres furent moins lucides...

Souvent moqué, l'équilibre d'Edgar Faure masquait un grand sens de l'équilibre personnel puisqu'il savait résister, par les passions multiples qu'il avait, à l'aliénation totale dans l'activité politique. Là



■ Mgr le comte de Clermont à l'enterrement d'Edgar Faure.

sa façon, fidèle à lui-même. Lors de la soirée passée en notre compagnie, il n'oublia pas qu'il avait milité dans les rangs royalistes avant la guerre et, s'il avait rapidement abandonné cette conviction et cet engagement premiers, il était proche du comte de Paris, dont il avait pu apprécier les qualités dans l'affaire marocaine et auquel il n'a cessé de témoigner une très grande estime.

La très haute idée qu'Edgar Faure avait de ses capacités politiques ne lui faisait cependant pas perdre le sens de l'Etat, de sa nature et de sa légitimité. D'où les limites qu'il fixait à son ambition politique: s'il se voyait volontiers premier ministre, s'il se croyait le meilleur aux finances, à l'éducation nationale ou dans tout autre grand ministère, il savait aussi que la fonc-

encore son exemple pourrait être utilement médité.

Après la mort tragique de Michel Baroin, nous avons salué la nomination d'Edgar Faure à la tête de la mission pour le bicentenaire. Sa disparition laisse un vide qui sera difficilement comblé tant cette responsabilité implique d'intelligence, de culture, d'esprit d'ouverture et de sens de l'unité nationale. Il faut souhaiter que le futur responsable de cette mission ait, comme ses prédécesseurs, la volonté de refuser la logique des règlements de comptes historiques afin que le bicentenaire permette que la Révolution française soit clairement assumée par toutes les familles politiques du pays.

B. LA RICHARDAIS

Apartheid

Plus qu'un crime

L'assassinat à Paris, le 29 mars, de Dulcie September a jeté une lumière crue sur le raidissement du conflit sud-africain, et un pavé dans la politique française.

Aux déclarations irresponsables de G. Marchais, faisaient écho celles, toutefois un peu moins tonitruantes de R. Pandraud. Le premier considérerait *« que les responsabilités du Premier ministre, de son gouvernement et du Président de la République sont engagées dans cet assassinat »*. D'un point de vue français, le secrétaire général du P.C. a tort de mettre sur le même plan ceux qui ont pris date en permettant l'ouverture des bureaux de l'ANC et de la SWAPO en 1981, et ceux qui, en 1986, ont rétabli un ambassadeur à Pretoria. Quand au second il jetait dans le même sac un éventuel terrorisme d'Etat (à moins qu'il n'ignore carrément celui-ci) et la lutte des diverses organisations anti-apartheid: *« Les règlements de compte entre les fractions diverses des terroristes, ça ne doit pas se dérouler sur notre territoire »*. Plutôt que d'ergoter sur une demande administrative de protection, il aurait mieux valu ne pas ignorer les tentatives d'attentats perpétrées dans les derniers mois contre les bureaux de l'ANC à Londres et Bruxelles.

Le cas de Dulcie September est, à plusieurs égards, symbolique de la dérive qui s'est produite dans ce conflit sud-africain si complexe. Venant du Mouvement de l'Unité, d'obédience trotskiste, dominante dans les métiers du Cap à la fin des années 50, elle était devenue proche, sinon membre, du courant communiste au sein de l'ANC. Ce parti, créé en 1912, était à l'origine une simple organisation de défense des droits civiques. Face à un pouvoir obtus qui refusait tout changement et recourait à une

répression toujours plus forte, il s'est radicalisé. Son alliance avec le Parti communiste sud-africain date de 1950. En 1961, après le massacre de Sharpeville, il décide de recourir à la lutte armée. Pourtant il ne peut être réduit à une simple courroie de transmission de ses encombrants alliés communistes. Bénéficiant d'un large soutien parmi les noirs, il incarne, avec d'autres mouvements, comme le Congrès Panafricain, qu'il semble toutefois supplanter largement, un nationalisme africain classique.

Aujourd'hui, la tension, et l'aveuglement du pouvoir en place sont tels qu'on peut deviner les horreurs qui se passeront le jour où celui-ci s'effondrera. Et pourtant c'est, en tout premier lieu, parce qu'il s'agit d'une question de justice que notre pays doit, sans ambiguïté et quitte à sacrifier des intérêts immédiats, aujourd'hui s'opposer à la politique d'apartheid. C'est aussi, de façon plus réaliste, afin de préparer l'avenir. S'il existe une chance d'épargner une révolution sanglante à ce pays, elle passe par là, à condition toutefois que les dirigeants français soient conscients des atouts de la France dans cette région (1).

Pierre CARINI

(1) Cf. l'article d'Y. La Marck sur la guerre d'Angola in « Royaliste » n°488.

**Pensez à la
souscription**

(p. 11)

Solidarité

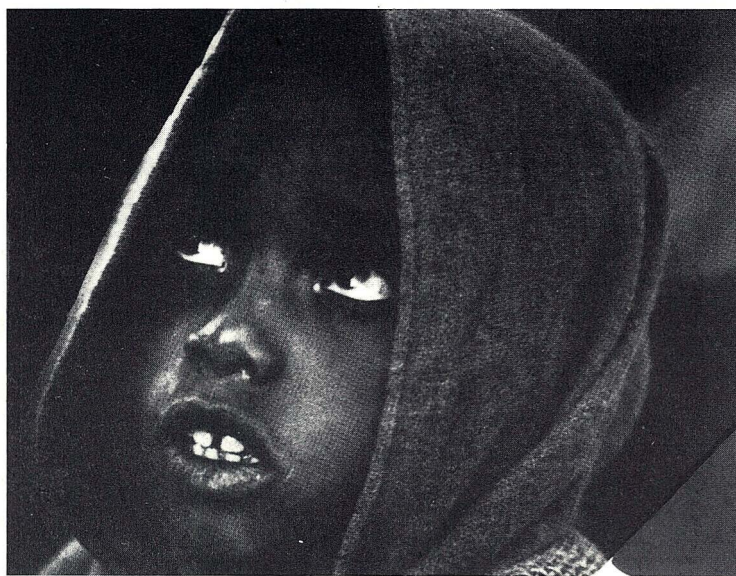
Pour l'Afrique

Cest aussi qu'elle ne va pas de soi et que régulièrement une forme de négligence ou d'inattention s'installe.

Voilà vingt-cinq ans que l'O.U.A., l'organisation de l'unité africaine a été créée. Le sommet annuel qui se tient habituellement en juillet sera avancé pour l'occasion au mois de mai, nouvelle raison de passer inaperçu en France. Voilà plus d'un quart de siècle qu'on nous dit que «l'Afrique noire est mal partie». Comment trouverait-on encore le moyen de saisir la nouveauté des évolutions économiques des dernières cinq années chiffrées par les Nations-Unies ? Jamais, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les cours des produits de base n'ont atteint un niveau aussi bas. L'Afrique qui en dépend le plus exclusivement voit sa part dans la production mondiale régresser par rapport à l'Asie et à l'Amérique latine. Si son endettement n'est pas élevé en termes absolus - cent milliards de dollars sur un total mondial qui dépasse les mille milliards - il est le plus lourd comparé au produit intérieur brut (108% contre 61% pour l'Amérique latine). Il s'accroît aussi le plus vite, puisque les recettes d'exportations diminuent à un taux accéléré. Ce qui veut dire que la part de l'Afrique subsaharienne dans le commerce des pays développés régresse: les échanges franco-africains (au sud du Sahara) sont tombés à 70 milliards de francs contre 95 en 1985. La baisse du dollar n'explique pas tout. L'un entraînant l'autre, les flux privés d'investissement, supérieurs aux flux publics en 1981, sont en chute libre. Le cas de la France n'est pas spécifique. Le phénomène est commun à tous les pays développés.

On peut difficilement agir sur le cours des produits de base où des facteurs structurels sont en jeu. On peut réduire la charge de la dette qui est pour moitié le

Si Edgard Pisani a donné ce titre à l'essai courageux qu'il a publié à la veille d'une campagne électorale ou il n'en sera pas question, c'est bien la preuve qu'une fois de plus la cause du continent noir doit être plaidée.



fait des organismes multilatéraux d'aide (Banque mondiale) et pour moitié de l'assurance-crédit (montages financiers des contrats commerciaux). Un sommet extraordinaire doit être convoqué en 1988. Mais il n'y a pas de secret: tant qu'on n'aura pas enrayé le processus négatif qui met le continent en marge des circuits économiques internationaux, qui le transforme en assisté, on n'aura rien fait.

Là réside le choix. Les gouvernements occidentaux vont-ils pouvoir mener une politique africaine qui ne serait plus relayée par les acteurs économiques et financiers ? Bien évidemment non sur le moyen terme. Les dirigeants africains sont les premiers à voir clair: on a beau dire que si l'on veut faire l'Europe c'est pour que celle-ci soit plus forte pour aider l'Afrique, ils vous accordent le bénéfice du doute, mais savent que nous nous leurrions nous-mêmes. Ne pas choisir c'est aussi choisir. Que peuvent penser les Africains quand ils voient nos financiers

et nos politiques lorgner vers l'autre Europe et parler de plan Marshall à son profit ? Ce qui se passe en Pologne ou en Hongrie est peut-être plus lié à notre destin que ce qui se passe au Mali ou au Zaïre. C'est une façon de voir. Mais qui a posé le choix en ces termes à moins qu'il ne s'agisse encore en l'occurrence de faire passer la Corréze avant le Zambèze, selon le mot fameux de Raymond Cartier dans les années 60 ? Et quand les Africains nous entendent parler de banque centrale européenne et d'ECU, ils se demandent ce qu'il en sera de leur franc C.F.A. Les quatorze collègues de E. Balladur lors de leur réunion de Bangui du 24 au 26 mars ont été très attentifs à ses explications sur ce point. Quid de la zone franc au-delà de 1992 ?

La logique des Etats-unis et des organisations financières internationales est rigoureusement inverse. Le discours qu'on y tient est à l'opposé de l'afro-pessimisme en vogue chez nous. Pour les responsables

américains, au contraire, les cinq ou six dernières années ont assisté à un revirement spectaculaire. Si les deux premières décennies ont représenté une expérience pénible d'apprentissage qui avaient découragé les meilleurs amis de l'Afrique de l'aider, aujourd'hui les dirigeants africains se polarisent sur les questions pratiques, s'avancent courageusement vers davantage d'économies de marché et se remettent de leur enivrement idéologique antérieur, comme vient de l'expliquer en substance au Congrès le sous-secrétaire d'Etat Chester Crocker. Les uns après les autres, les Etats africains passent sous les fourches caudines du réajustement économique du Fonds monétaire international, condition du rééchelonnement de leurs dettes, y compris ceux qui étaient soumis à l'influence soviétique, comme l'Angola ou le Mozambique. Ceci étant, jamais l'aide publique américaine ne sera aussi faible qu'en 1988-89, y compris l'aide militaire puisque l'influence soviétique disparaît à vue d'œil !

Quoi qu'il en soit des stratégies pour l'Afrique, libéralisme, volontarisme, dirigisme, l'important est que l'Afrique ait le sentiment qu'elle compte, qu'elle est reconnue, sentiment de dignité sans lequel il n'est pas de pauvreté vraie, ni de richesse. Les famines en Ethiopie ou ailleurs, le SIDA ou les excisions, ne doivent pas être l'arbre qui nous cache la forêt. L'Afrique du Sud, l'apartheid, sont essentiels parce qu'ils concernent cette dignité. Mais ce serait se donner bonne conscience à bon compte de lutter pour le Cap où nous pouvons, somme toute, assez peu - même si c'est tout pour eux -, et de laisser oublier Bamako, Lomé, Dakar ou Kinshasa, où nous pouvons beaucoup - même si c'est, somme toute, assez peu.

Yves LA MARCK

Alain Parguez :

«Un bilan économique franchement

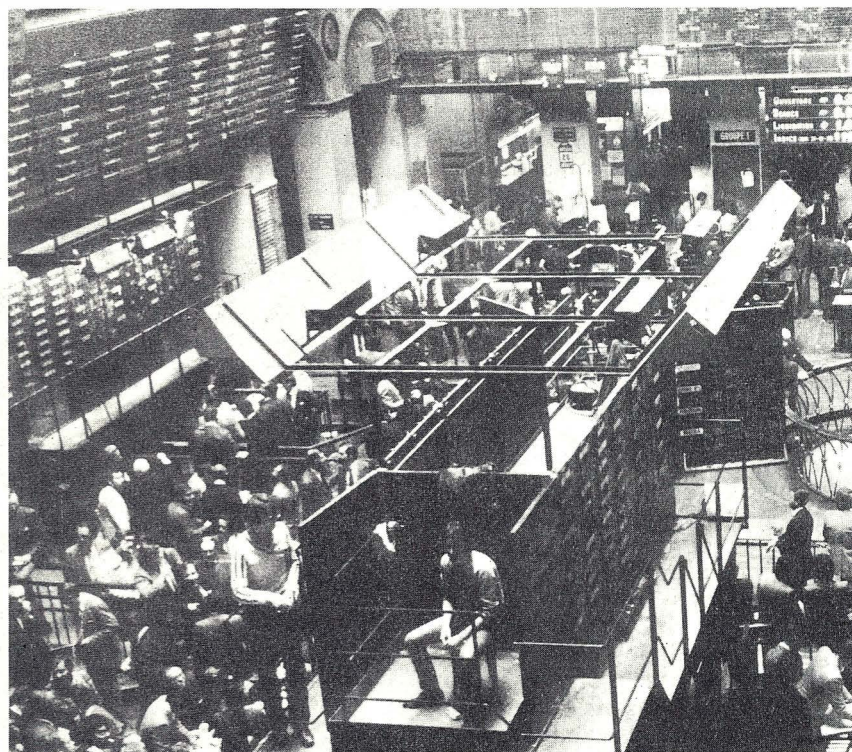
● **Royaliste:** Quel jugement portez-vous sur les politiques économiques menées au cours du septennat qui s'achève ?

Alain Parguez: Tout d'abord, il ne faut pas oublier que l'on partait de très bas. Le septennat débute alors que la France subit les effets de la politique d'austérité de Raymond Barre, et avant lui de la politique à court terme et démagogique de Jacques Chirac.

L'objectif de François Mitterrand et de ses conseillers - je ne dis pas du Parti socialiste en tant que tel - était de transformer le mode de gestion de la société française, de construire une société industrielle moderne et de l'organiser par un Etat que l'on voulait rationnel. Cette vision, qui impliquait une très grande cohérence, est restée la même tout au long de ces sept ans. Si, en particulier, on voulait nationaliser, ce n'est pas parce qu'on croyait aux vertus intrinsèques des nationalisations - je pense à ce propos que François Mitterrand et ses principaux conseillers n'ont jamais été marxistes - mais parce qu'on les considérait comme des instrument permettant de supprimer le capitalisme rentier.

Pour obtenir ce fonctionnement cohérent de la société, des réformes sociales étaient évidemment nécessaires. Il s'agissait, pour l'essentiel, d'intégrer les ouvriers dans les entreprises, de réduire les inégalités de revenus, de modifier la répartition fiscale par une pénalisation des revenus improductifs... De même, la politique d'éducation, qui a beaucoup fluctué, avait cependant pour but d'adapter le système de formation aux exigences de l'économie.

En résumé, l'objectif à long terme de l'équipe Mitterrand aura été de réformer la société de manière à réformer l'éco-



■ *La spéculation boursière est venue remplacer les investissements productifs.*

nomie et de renforcer la place de la France dans le monde.

● **Royaliste:** A partir de 1982-83, cette équipe mène pourtant une politique qui semble à l'opposé de celle pour laquelle elle a été élue.

Alain Parguez: On peut faire un parallèle avec Carter. Celui-ci est élu par les Américains, en 1976, pour un programme de plein-emploi. Or il déclenche, à partir de 1979, une politique d'austérité monétaire et de dérégulation... Ce genre d'expérience montre, sur ce point, les limites de la démocratie parlementaire. Le Président a la possibilité de changer complètement de politique et de mener une politique différente de celle pour laquelle les électeurs ont voté. Mais dans la mesure où il estime que ce changement est nécessaire à l'obtention de l'objectif qu'il s'est fixé à long terme, pourquoi s'en priverait-il ?

A charge pour la majorité qui le soutient, en l'occurrence, à l'époque le Parti socialiste, de se débrouiller pour faire passer le message !

Ceci étant, je pense que la notion de gestion rigoureuse de la société correspond aux aspirations profondes de Mitterrand, et va tout à fait dans le sens de cette vision à long terme d'une société rationnelle. Cela allait dans le sens très technocratique du régime. Je veux parler des tentatives d'alliance ou de compromis entre les hauts fonctionnaires, les dirigeants de secteurs publics d'Etat, certains chefs d'entreprises modernistes...

Les syndicats étaient là comme courroies de transmission qui permettaient de faire appliquer les décisions jugées conformes aux objectifs généraux. En ce sens, ce régime a été aux antipodes de la Sociale Démocratie, d'abord parce que les syndicats n'y ont joué qu'un

A lors que le septennat de François Mitterrand s'achève, nous avons voulu tracer avec l'aide d'Alain Parguez, Professeur d'économie à l'Université de Besançon et chercheur à l'Institut des Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées (SMEA), le bilan des politiques économiques menées entre 1981 et 1988.

« négatif »



mençant à croître et que l'influence de la politique d'expansion, malgré un léger décalage dans le temps, est certaine.

On a beaucoup glosé, pour expliquer les mauvais résultats, sur l'augmentation de notre déficit extérieur; mais il ne faut pas oublier que la France a toujours été en déficit de sa balance commerciale. D'autre part ce déficit s'explique en partie, à l'époque, par l'augmentation des commandes de biens de production, qui s'explique à son tour par le fait que les stocks étaient au plus bas.

Cela n'a rien à voir avec la politique de redistribution des revenus, contrairement à ce qu'affirment certains. Deuxièmement, tous les importateurs et tous les grossistes de biens de luxe étrangers, ont brutalement augmenté leurs commandes en tablant sur la dévaluation et sur l'anticipation de prélèvements fiscaux croissants qui auraient amené les ménages à consommer davantage. Or il n'en a rien été. L'erreur du gouvernement a été alors de ne pas dévaluer, de rester dans le Serpent Monétaire Européen, et de ne pas faire jouer les clauses de sauvegarde à l'intérieur du Marché Commun, qui permettent, lorsque les circonstances y obligent, à prendre des mesures de protection pour certaines entreprises.

● Royaliste: Comment expliquer le changement de politique intervenu en 82-83 ?

Alain Parguez: On évoque habituellement quatre ou cinq raisons pour expliquer le revirement de 1982. Toutes à mon avis sont insuffisantes. La **contrainte extérieure**: l'endettement de la France à l'époque n'était pas catastrophique. Les **pressions** exercées par les milieux d'affaire français et l'opposition. Or, en 1982, l'opposition ne s'est pas encore remise de son échec électoral et reste faible. Les **pressions de l'Allemagne**: nous n'étions pas obligés de les accepter...

Non, les véritables raisons résident tout d'abord, dans les pressions considérables de la part de la haute administration du régime: presque tous les conseillers du gouvernement ne cessaient de plaider pour l'austérité. D'autre part il y a eu des pressions, dans les sphères très importantes du P.S. Et

pression enfin de la part des conseillers personnels du Président, comme Attali, qui voyaient dans la politique de rigueur un moyen de réformer la société.

Je pense donc (et le discours ultérieur le confirmera) que la rigueur n'a pas été imposée de l'extérieur, mais qu'elle fut un choix. C'est elle qui forcera la société française à se moderniser. Avec en toile de fond cet argument: la droite n'a jamais réussi à imposer la rigueur, nous, nous le ferons...

La gestion va devenir l'obsession du gouvernement. D'autant plus que la rigueur correspond à une idéologie de l'Etat. Plus on impose une politique de rigueur, plus on définit l'Etat comme étant celui qui va décider de ce que l'on peut faire ou ne pas faire. Or, dans la mesure où cette conception d'un Etat rationnel demeurerait la grande idée du régime, il est clair que la rigueur était le type de politique qui paraissait le plus conforme aux vues du président et de son entourage.

● Royaliste: Et comment interprétez-vous les résultats - généralement admis - de cette nouvelle politique de la gauche au pouvoir ?

Alain Parguez: Pour ma part, je dirais que les résultats ont été franchement négatifs.

Deux phénomènes me paraissent graves. Le premier c'est l'extraordinaire augmentation du profit des banques, de 1983 à 1985. Ce qui veut dire que l'on voit apparaître une sorte de capitalisme rentier public, qui au lieu de dépenser ses profits en investissements productifs, va les investir en placements financiers.

La seconde erreur, sera l'énorme bétise de Pierre Berégovoy, qui s'est lancé dans une politique de dérégulation financière et d'expansion des marchés. Sous le gouvernement Mauroy-Delors, l'austérité reste un moyen temporaire. Tandis qu'avec le gouvernement Fabius-Bérégovoy, on voit, sous l'égide d'un gouvernement se réclamant du socialisme, le libéralisme triompher en matière financière !

On entre alors dans un cercle vicieux qui sera - pour simplifier - la relation entre les salaires et la Bourse. En effet, il y a une relation économétrique

inverse, constatée dans tous les pays, entre le taux de croissance moyen du cours des actions en Bourse et le taux de croissance des revenus du travail. Cette relation s'installe aux Etats-Unis à partir de 81, et en France, dès 1985. Ce que l'on va appeler politique de rigueur salariale reste avant tout destinée à dégager des ressources pour la spéculation financière.

Il s'agit là d'une lourde erreur qui n'était même pas impliquée par la politique de gestion initiale et, fait plus étonnant encore, ce libéralisme financier est accepté quasiment sans débat à l'intérieur du Parti socialiste.

● Royaliste: Cette situation n'était-elle pas une chance pour la droite de renouveler son programme économique ?

Alain Parguez: Non, la droite ne saura pas tirer parti de ce vide. D'abord son succès électoral était quand même très faible en mars 86. Ensuite sa politique économique sera tout simplement la caricature de ce qui s'est fait aux Etats-Unis. Tout est mis en œuvre pour renforcer les secteurs financiers, le libéralisme apparaît de plus en plus comme une sorte de Sécurité sociale pour les rentiers. La déréglementation produit les effets que l'on pouvait attendre: spéculation débridée, augmentation du chômage... A cet échec complet, le gouvernement Chirac-Balladur a répondu par une fuite en avant, qui est l'accélération de la politique de vente du secteur public au secteur privé.

Le bilan du septennat aura finalement été que plus personne n'a, semble-t-il, de programme économique cohérent. Le libéralisme de type soutien des marchés financiers a des conséquences, notamment sociales, absolument catastrophiques. La politique d'interventionnisme rationnel s'est trouvée mise en échec. L'idée qu'on peut développer l'économie française en augmentant les profits des entreprises par la compression du pouvoir d'achat des ménages montre ses limites... Je pense que ce qui est fondamentalement en cause c'est l'idée d'une politique économique imposée par le haut. Ce type de gestion me paraît à long terme condamné.

Propos recueillis
par Patrice Le Roué

Gris

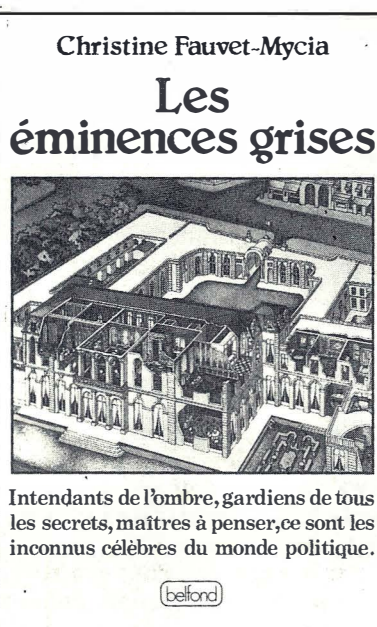
Futures éminences

Depuis le Père Joseph qui est, en quelque sorte, leur saint patron, les éminences grises ont toujours existé.

L'auteur de ce livre remarquablement documenté (1), en prenant le parti de délaisser les personnages de premier plan, nous permet, nous permet de mieux comprendre comment fonctionnent les entourages des hommes politiques de premier plan. Christine Fauvet-Mycia met ainsi en lumière le rôle des hommes de publicité. Tous y recourent, plus ou moins discrètement, y compris ceux qui, comme Raymond Barre, affectent de les ignorer.

Et peu importent les échecs de ces hommes d'images: le publicitaire Philippe Michel, qui s'était distingué lors de la campagne de Giscard en 1981 (« Il faut un Président à la France ») travaille néanmoins pour Barre. En 1978, c'est le directeur de cabinet de ce dernier qui faisait appel à Michel Bougrand, l'homme qui avait introduit le « marqueting » politique avec Jean Lecanuet (« dents blanches ») en 1965. Il conseille Chaban en 1974 et Michel d'Ornano trois ans plus tard. Avec les succès que l'on sait.

Plus important et, d'une certaine manière, plus rassurant est le chapitre consacré aux clubs et groupes d'experts qui gravitent autour des hommes politiques. C. Fauvet-Mycia souligne qu'en finale le dernier mot appartient aux politiques qui suppriment, bouleversent, ou plus simplement, atténuent tout ou partie



des propositions de leurs conseillers. « Si ces cercles de réflexion peuvent éventuellement nourrir l'homme politique, s'ils lui permettent de fidéliser les hommes, ils présentent aussi un autre avantage, non négligeable: ils constituent de véritables viviers dans lesquels le candidat peut puiser pour renforcer un état-major de campagne et, plus tard, un cabinet ou une équipe gouvernementale ».

Véritable mine d'informations, cette étude, aux aspects divers et égayée par certains coups de patte plein d'humour, prend un singulier relief en ce temps de présidentielle.

Alain SOLARI

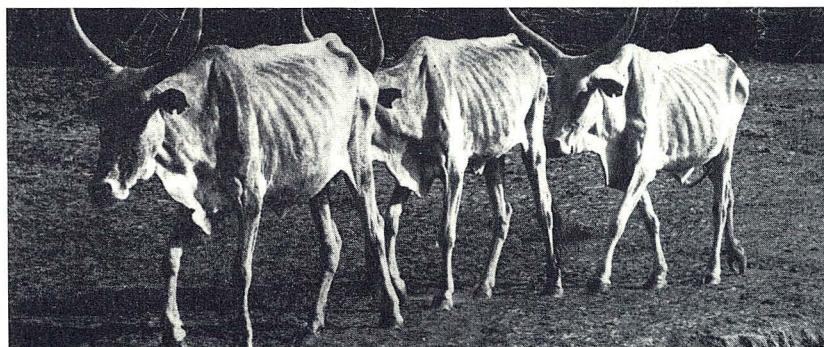
Chantiers

Présence du tiers monde

Bien que le concept soit contesté, l'angoissante réalité du tiers monde demeure. Loin de se résigner au désordre économique dont il est victime, Edmond Jouve trace de nouvelles perspectives.

Longtemps, le tiers monde alimenta les rêves de libération des jeunes révolutionnaires de l'Occident, puis vint le temps des déceptions et des mises en cause radicales. Les uns voulurent n'y voir que le mythe mobilisateur qu'il était parfois, d'autres insistèrent sur la diversité des situations tandis

dispensables, un examen des principales difficultés rencontrées (pénurie alimentaire, désertification, urbanisation excessive) mais aussi une analyse politique des problèmes rencontrés par les pays décolonisés (l'Afrique et l'Amérique latine notamment) en ce qui concerne la construction de l'Etat. La lutte idéologique n'est pas ou-



que le président Reagan osa affirmer, avant d'en revenir à une vue plus lucide des choses, que les pays pauvres n'avaient au fond que ce qu'ils méritaient.

Sans méconnaître les anciennes illusions du tiers-mondisme, mais sans complaisance aucune pour la fausse morale du libéralisme sauvage, Edmond Jouve entend simplement rappeler, chiffres à l'appui, l'existence du tiers monde et la précarité de sa situation - en prenant soin de souligner qu'il ne nous est pas extérieur tant est grande la pauvreté dans les pays riches.

Ce souci a provoqué une très utile mise au point, faite avec clarté et rigueur par le spécialiste des relations internationales qu'est Edmond Jouve (1). Sur le tiers monde reconnu comme sur celui qui demeure ordinairement caché, on trouvera les données chiffrées in-

blée, qui s'exprime par l'adhésion à un marxisme plus ou moins militant, par la référence à un socialisme plus ou moins affirmé, tandis que s'esquisse une voie démocratique encore fragile.

Il reste que le tiers monde continue d'être « mal parti », tant sur le plan économique que sur le plan politique, et que les efforts et les révolutions - au prix d'immenses sacrifices en vies humaines - laissent une impression d'échec. Edmond Jouve n'est cependant pas pessimiste puisque les valeurs qui demeurent dans les pays du tiers monde représentent à ses yeux la chance de l'Occident qui ne se sauvera ni contre le tiers monde ni sans lui.

Annette DELRANCK

(1) Le tiers monde PUF Que Sais-Je ? n°2388. Du même auteur, Le Droit des peuples Que Sais-Je ? n°2315

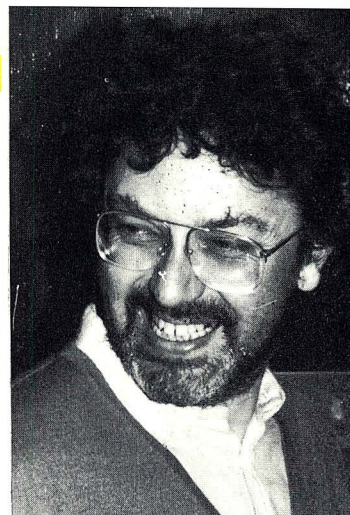
Aidez-nous !

Participez à la souscription

(page 11)

Un monarque républicain ?

■ Gérard Leclerc



Notre ami Léo Hamon a eu l'heureuse idée, l'année dernière, d'un colloque sur l'élection du chef de l'Etat en France de Hugues Capet à nos jours. Les actes en sont aujourd'hui disponibles, particulièrement bien venus en cette période d'élection présidentielle. En effet, comme le remarquait René Rémond, en ouvrant le colloque *« Aussi bien en 1987 qu'en 1987, l'élection est considérée comme l'un des critères, l'un des fondements de la légitimité de l'exercice du pouvoir. Cette notion contribue à rapprocher des expériences successives dont les modalités étaient profondément différentes »*.

Certes, apparemment l'élection s'estompe rapidement avec l'installation dans la durée de la dynastie capétienne. Mais elle demeure élément constitutif du sacre. Yves Sassier, dans son intervention sur Hugues Capet souligne ce fait : *« Mais c'est justement parce qu'elle est demeurée comme rite constitutif, au point de s'intégrer dans le rite constitutif majeur qu'est le sacre, que l'élection ne disparaîtra jamais de la mémoire collective : elle restera, virtuellement et subsidiairement, un élément légitimateur, susceptible de renaître comme tel e'héritier nécessaire en vertu de la coutume du royaume. Ce sera le cas dans la première moitié du XIVe siècle, lorsque viendra à se rompre la chaîne continue des Capétiens directs »*. Si l'hérédité devient la règle, elle ne signifie pas absence de consentement populaire. L'histoire de la monarchie française témoigne d'une étonnante correspondance entre la nation et le roi, celui-ci la représentant tout entière dans un lien permanent avec le peuple.

C'est la légitimité du roi qui constitue la principale garantie pour la nation, son unité, sa pérennité. Les exemples d'Henri III et d'Henri IV, invoqués par Léo Hamon sont particulièrement intéressants à étudier, si l'on songe que ces deux princes n'ont été rois que parce que le pays a voulu qu'ils accèdent au trône ou le conservent. Or l'hérédité est alors remise en cause dans une France déchirée par les guerres de religion. Le choix du roi conviendrait infiniment mieux que la dévolution héréditaire du pouvoir à certains partis qui craignent un roi contraire à leurs vœux. *« Le choix des Français est d'estimer qu'ils n'ont pas à choisir eux-mêmes, poursuit Léo Hamon, et que ceux qui gagneront sont ceux qui invoquent l'hérédité. Et les deux rois l'emportent en réalité parce que la reconnaissance de leur droit héréditaire est un rempart contre les attractions centrifuges. Il est significatif que Jean Bodin, qui pose les principes de la monarchie, de l'intangibilité du Prince qui assemble les pièces du navire et qu'on ne saurait dès lors défaire, est en même temps un des hommes du Tiers Parti qui veut la paix entre protestants et catholiques »*.

Cette remarque est fondamentale parce qu'elle met en évidence la vertu cardinale de la monarchie, dont la nature apparaît mieux avec le tournant de la modernité que constitue le XVIe siècle. Dans un pays dont l'unité religieuse n'est plus assurée, l'hérédité garante de l'indépendance de la monarchie devrait être la pierre d'angle de l'unité politique au-delà des légitimes particularités. Certes l'exemple de Louis XIV peut être invoqué a contrario, mais il n'enlève rien à la nécessité de l'autorité de recours, garantissant la paix et l'unité dans une nation divisée. La preuve en est que l'idée est revenue par l'intermédiaire de de Gaulle dans la France de la seconde partie du XXe siècle et qu'elle n'est pratiquement plus contestée, hormis parmi la maigre réserve des tenants de l'orthodoxie républicaine (celle qui s'est ainsi définie au XIXe siècle).

Entretemps, la rupture révolutionnaire a tout remis en cause, à travers une logique rappelée par François Furet. A partir de juin-septembre 1789 *« la souveraineté absolue passe au peuple ; et par souveraineté absolue, je veux dire une souveraineté au-dessus de laquelle il n'y a rien ; on peut même dire sans paradoxe, que la souveraineté absolue du peuple est encore plus absolue, juridiquement, que la souveraineté absolue du roi parce qu'elle n'a plus la référence chrétienne »*. Pourtant, ce nouveau système peut encore faire place à la monarchie, puisqu'il s'agit d'une monarchie constitutionnelle où l'ancien roi de France, Louis XVI, devient roi des Français. Le système aurait-il pu fonctionner ? Mirabeau, une des rares intelligences vraiment politiques de la Révolution, en était plus que persuadé, convaincu que le nouveau système de souveraineté n'était viable qu'avec un monarque disposant du droit de veto, donc d'un réel pouvoir.

Dans le débat qui consiste à déterminer si Louis XVI a vraiment voulu jouer le jeu de la monarchie constitutionnelle, François Furet semble d'un avis assez contraire à celui de Paul et Pierrette Girault de Coursac (bien qu'il n'y soit nullement indifférent). Mais n'est-ce pas la violence de l'époque qui rend irréductible, en pratique et en théorie, la synthèse d'une monarchie greffée sur le passé et d'une représentation nationale conçue comme détentrice de la souveraineté ? Et pourtant, la logique de l'histoire montrera que cette conciliation, désirée plus tard par un Chateaubriand, n'était pas chimérique. Au demeurant, la logique républicaine est déjà défailante sous la Révolution. Pour Rousseau, la souveraineté est bien la représentation de cette souveraineté. En donnant tout le pouvoir à une assemblée qui ne saurait partager son autorité, la logique institutionnelle est condamnée à l'incurie des IIIe et IVe Républiques contre laquelle se dressera le monarque républicain voulu par de Gaulle.

Léo Hamon résume la théorie de ce « monarque républicain » : *« Ce qui, dans le monarque, séduit le général de Gaulle et nourrit sa réflexion, ce n'est pas la toute puissance, mais le fait que le monarque se distingue des autres parce qu'il est en charge du durable. (...) Face à des Assemblées qui sont et doivent être l'écho de nos diversités, il faut un homme qui soit en charge de l'unité : monarque, non pas d'abord par le pouvoir, mais monarque avant tout par l'objet de sa vocation »*.

Voilà bien la synthèse accomplie, en dépit de la théorie révolutionnaire ! On opposera sans doute à cela que le monarque est cette fois républicain ! Mais républicain ou pas, la théorie des républicains n'admettait pas plus de monarque qu'elle n'eut admis de pouvoir des juges pour défendre un droit qui, dans sa logique, n'était que du ressort de la représentation populaire souveraine ! Cela signifie que nous avons bel et bien changé de régime. Issu du suffrage universel, le président rejoint le roi dont le sacre comportait l'appel au peuple. Le comte de Paris, en conseillant au général de Gaulle ce recours au peuple, savait que le sacre populaire était conforme à un sens de l'histoire dont ses pères étaient garants et témoins. Mais il savait aussi à quel point l'hérédité s'accordait à ce suffrage, comme pierre de touche de la durée et de l'indépendance.

Gérard LECLERC

L'élection du chef de l'Etat en France, de Hugues Capet à nos jours, Ed. Beauchesne, 1988, 248 pages, préface de Jean-Pierre Soisson. Prix franco : 130 F.

Désolant

Les chouans

La réflexion politique a toujours eu du mal à suivre les évolutions et les bouleverse suivant des préceptes les plus aberrants et les plus stupides.

De la part d'un cinéaste qui n'hésite pas à se déclarer royaliste, et qui, de plus, a accordé son soutien à la candidature de Jean-Marie Le Pen, on pouvait craindre le pire. Son film ne pouvait être qu'un film partisan, favorable à la chouannerie - ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi - mais qui risque de le devenir si on se cantonne à faire l'éloge des faits d'armes de Charette, La Rochejaquelein, et autre Cadoudal, sans en analyser plus à fond les tenants et les aboutissants et à dépeindre les républicains comme des suppôts de Satan.

Curieusement, Philippe De Broca tombe dans l'excès inverse. Les chouans en question sont superstitieux, fanatiques, voire khomeinistes avant la lettre. Quant aux bleus, ce sont de doux romantiques, pour qui la mort est une aimable compagne, de vertueux révolutionnaires, poussés à commettre les pires exactions par la barbarie des blancs, leur incompréhension et leur méfiance quasi-maladive à l'égard de la nouveauté.

La vérité historique et le souci du détail ne sont certes pas la préoccupation première de De Broca. D'ailleurs, ce serait une erreur que d'attaquer le film sous cet angle. En 1978, à Jacques Chancel qui lui demandait, ce qu'il écrirait du dernier film de Verneuil, s'il était encore critique, François Truffaut répondait, en substance, qu'il faudrait s'interroger, avant tout sur le fait de savoir si Verneuil avait atteint son objectif premier: distraire le public (1). La même question doit se poser à propos des «chouans».

La réponse hélas ! est négative. Le scénario est rempli d'invéraisemblances: à la fin du film ne voit-on pas le héros, s'évader de prison sur une machine volante, en route pour... l'Amérique. Les personnages sont caricaturaux: un spectateur étranger ressortirait de la projection avec pour idée en tête, qu'il n'y avait en 1793 (et par extrapolation aujourd'hui), que trois catégories de Français: les républicains (extrémistes de gauche), les royalistes (extrémistes de droite), et les «je m'en foutistes» pour lesquels, seules les passions amoureuses (pour ne pas dire le cul), sont le moteur du monde. Quant aux dialogues, ils sont d'une lourdeur incommensurables, du style de cette réplique dans la bouche du commissaire de la République: «les tables de la loi sont pour vous les lois de la table», le tout déclaré avec le plus grand sérieux.

Quel gâchis ! alors que cette période de notre histoire pourrait être l'occasion, de voir naître en France de véritables films d'aventure, de grandes épopées, un peu comme les westerns dans le cinéma américain. Mais, il est certaines époques de l'histoire de France (la révolution, la collaboration, la guerre d'Algérie), sur lesquelles, par crainte de réveiller de vieux démons, on ose pas trop s'étendre au cinéma. Alors on donne dans la caricature. Facile.

Nicolas PALUMBO

(1) Radioscopie sur France-Inter.

«Les chouans», de Philippe de Broca, avec Ph. Noiret, L. Wilson, S. Marceaux.

Boutang

Art poétique

La sortie d'un livre de Pierre Boutang est toujours pour nous un événement. Son «Art poétique» ne fait pas exception à cette règle.

Quelle vanité me fait, en deux pauvres colonnes, feindre de rendre compte d'un si grand petit livre ! Le compte n'y sera pas. Et pourtant, comment ne pas poser ici au moins un signe, allusivement, qui le désigne ?

Je le tiens. Fragment composite, lamifié, fait pour être tourné - trope - et retourné dans la main, dans la bouche. Et pour que l'on détecte en ce météorite les traces de métaux rares qui trahissent nos plus hauts desiderata. Et que l'on y devine les taces d'une constellation, d'esprit baroque, qui, d'étage en étages ascendant à la manière d'un retable, naît du tombeau d'autel pour s'épanouir à l'empyrée.

Le mot *érudition* lui va. Loin des compilations de cuistres: un travail d'affinement inlassable du rude vers sa forme, primordiale et finale à la fois, pour rendre à Dieu le langage tel qu'il fut *in principio* engendré.

Un art poétique donc. Perçu par le biais du *traduit*, d'une langue à l'autre, ou plutôt de maintes langues en français. Les idiomes se transfusent, qui ne sont parallèles qu'à l'œil inverti, et leur secret accord réside au point de fuite et d'origine - unique. La réverbération comme poésie.

L'unité consonnante parcourt donc en jeu d'orgues des fragments longuement fréquentées de l'Ecclésiaste, Esopé, Horace, Dante et Shakespeare, William Blake, Poe, Byron, Tennyson, Moore, John Crowe Ransom, Rilke et Eliot.

Par les éclats de sa plume acérée, Boutang en fait jaillir des étincelles du même et autre



feu: d'en haut précipité à la manière des aigles dont nous sommes les proies (nos paroles furtives) et qui, entre leurs serres arrachant du milieu de nous Ganymède, auraient vocation de tout ravir.

C'est à ce ravissement que, par divers essors, l'art poétique de Pierre Boutang convie ses invités.

Luc de GOUSTINE

Pierre Boutang, *Art poétique*, La Table Ronde, 110 F.

**Sur Minitel
36.15
AGIR * NAR**

MERCREDIS DE LA NAR

Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 13 avril - Fruit de près de dix ans de travail, vient de paraître : «La force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles». Cette réflexion d'ensemble, menée par **Pierre-André TAGUIEFF**, est consacrée aux divers racismes et antiracismes et tente d'apporter une réponse à quelques questions fondamentales : L'homme peut-il échapper à un comportement ségrégatif ? Peut-il maîtriser son penchant à l'exclusion ? Comment penser les fondements philosophiques d'un antiracisme conséquent ?

Une étude qui bouleverse bien des idées reçues...

Mercredi 20 avril - Méconnue et incomprise, tour à tour perçue comme la terre de toutes les richesses et de tous les sortilèges, l'Afrique a-t-elle un avenir et dehors d'une paupérisation et d'une dépendance croissantes ? Telle est la question que pose **Edgard PISANI** dans son dernier livre «Pour l'Afrique» qu'il viendra nous présenter.

Mercredi 27 avril - En écrivant «Du bon gouvernement» **Jean-Claude BARREAU** avait pour ambition d'aider ses semblables à «jauger ce que vaut le pouvoir et ce qu'il fait». Son étude, dépourvue de tout préjugé, clarifie les concepts essentiels du pouvoir et de la démocratie. Son discours cohérent ne nous apparaît en rien contraire à notre propre cohérence royaliste d'où l'intérêt certain du débat que nous aurons avec lui !

TARIF des AFFICHES spéciales « Election »

100 ex. :	85 F franco
200 ex. :	140 F franco
500 ex. :	285 F franco
1000 ex. :	440 F franco

Souscription

Budget de campagne

A nos charges habituelles viennent de s'ajouter deux dépenses exceptionnelles et, comme d'habitude, nous faisons appel à tous nos lecteurs pour les couvrir !

la nouvelle action royaliste

VOTE

F. MITTERRAND

la nouvelle action royaliste sur minitel

Questionnez, on vous répond.

36.15 tapez AGIR-NAR

Tous nos abonnés ont reçu une lettre personnelle de Nicolas Lucas leur exposant nos besoins financiers pour la campagne électorale en cours et déjà, très nombreux, ils y répondent (voir la liste ci-contre). C'est donc à tous nos autres lecteurs que je m'adresse aujourd'hui en leur demandant de se joindre à l'effort exceptionnel que fournissent tous nos amis.

L'édition de notre nouvelle affiche, les tracts, circulaires, frais postaux exceptionnels sont venus s'ajouter aux dépenses de notre campagne de promotion de «Royaliste». Nous avons chiffré ces besoins et sommes parvenus à un total de 84.500 F que nous devons couvrir à l'aide de la souscription. Alors, que tous ceux qui désirent nous aider se précipitent sur leur chéquier pour nous envoyer leur participation.

D'autre part, les nouvelles affiches sont disponibles et nos délégations départementales se sont mises au travail. Si le maniement de la colle et du

pinceau ne vous rebute pas trop, prenez contact avec nos délégués pour les aider. Il serait également souhaitable que nos lecteurs isolés organisent un collage d'affiches dans leur localité (voyez ci-contre le tarif d'expédition des affiches).

D'avance je vous remercie de votre participation.

Yvan AUMONT

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir : Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissiez-vous les royalistes d'aujourd'hui» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom : _____

Prénom : _____

Date de naissance : _____ Profession : _____

Adresse : _____

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à :

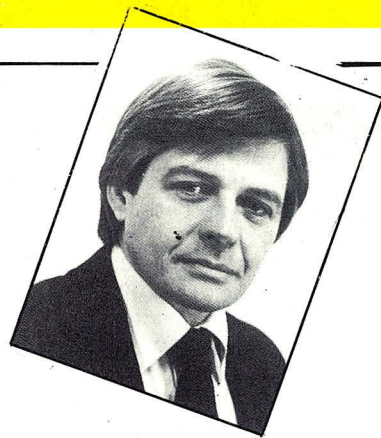
«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Souscripteurs (2ème liste)

Anonyme Ariège 60 F - A.Fincato 75 F
 - Anonyme Loiret 200 F - M.Paris 200 F
 - B.D. 60 F - Mlle Larivière 50 F -
 Journaliste dans l'Aude 30 F - G.Leclerc-Gayraud 310 F - C.Boissin 40 F -
 E. Le Noir 150 F - J.Pidancet 60 F - Ch. Mory 250 F - P.Vaironneau 50 F - G. Bosc 50 F - J.Huguenin-Richard 50 F -
 F.Bourguignon 100 F - J.M. Gurvil 120 F -
 S.Pierre 50 F - C.Seuniac 100 F -
 Anonyme Corbeil 110 F - Mlle Margon 30 F -
 Pour Jean IV (Washington) 150 F -
 L.Boissavy 10 F - J.N.Piris 50 F - Ciscar Penella 123 F - J.Beaume 1000 F -
 Mme Auboyneau 50 F - Mme Bastaire 300 F - J.Banc 150 F - J.-Y.Barbe 210 F -
 E.Masi 300 F - J.Goujaud 60 F -
 V.Lorenzi 150 F - P.Salmon 40 F - D. Philippon 800 F - G.Merand 70 F - P. Boissy 210 F - H.Havard 150 F - M.Deix 30 F - B.Raoult 350 F - P.Carbonnier 90 F -
 J.L. Lorient 200 F - M.Tiry 300 F -
 P.Etienne 105 F - R.Pinault 150 F - G. Sineux 500 F - L.Brochot 210 F - G. Mestre 60 F - J.B.Bec 300 F - P.Clerger 50 F - B.Marignan 200 F - N.Calmels 40 F - M.Lamy 350 F - J.Poncin 150 F - R.Babron 430 F - H. de Lemire 300 F - P.Say 80 F - O.Boucart 210 F -
 G.Denys 30 F - P.Le Guillou 125 F -
 L.Peschoux 60 F - G.Tezenas 1000 F -
 G.Huchet 40 F - K.Jambert 25 F - M. Moitrel 310 F - T.Houdart 120 F - M. Poisson 50 F - J.N.Potier 350 F - J. Chapuis 35 F - A.Lezaud 200 F - M. F.Steiner 60 F - B. Rodriguez 310 F -
 X.Bown 100 F - J.Roué 100 F - S.Willotte 200 F - Anonyme Manche 100 F -
 G. Leclerc-Gayraud 1000 F - J.P. Andrault 200 F - Y. Gillet 200 F - Mme Lasnier 20 F - Mme Grégoire 150 F - E. Le Noir 200 F - Mme Dutac 100 F - A. Larivière 200 F - R.Cubillié 100 F - J.R. Suvelor 500 F - B.Lhote 100 F - S. Pierre 100 F - J.J.Simonutti 40 F - O. H.Pfister 150 F - F.Hugot 200 F - M. Le Saulnier 50 F - Anonyme Ariège 200 F -
 I. Minoret 200 F - L.Boissavy 100 F.

Total de cette liste 16.660 F
 Total précédent : 7.980 F
 Total général : 24.640 F

Enjeux d'une réélection



Disons-le sans prétention aucune, mais comme un simple constat que nous avons plaisir à dresser: ce que nous souhaitions depuis des années, ce que nous avons vivement réclamé en attendant la décision présidentielle est aujourd'hui clairement affirmé et a de bonnes chances de se réaliser.

Il fallait d'abord que le président de la République, malgré son envie contraire, décide de se représenter, afin de poursuivre l'œuvre engagée depuis sept ans. Ce qui fut fait en temps voulu, selon l'esprit de rassemblement sans lequel cette nouvelle candidature n'aurait pas de sens. Sans doute, les commentateurs ont-ils retenu, dans la décision annoncée sur Antenne 2, les répliques et les mises au point d'un président provoqué et agressé depuis plusieurs semaines et qui craint de voir l'Etat accaparé par un clan. On sait que l'opinion publique a, au contraire, regardé François Mitterrand comme un homme libre à l'égard du Parti socialiste - sans qu'il ait à renier ses amitiés et ses fidélités. Selon la logique des institutions, il y a eu une prise de distance naturelle et nécessaire, dont nous ne saurions trop nous féliciter.

PRINCIPES

Bien sûr, on peut toujours réduire la portée des intentions présidentielles en invoquant son habileté manœuvrière, comme le font certains Machiavels de canton qui se rassurent à bon compte, ou tel editorialiste réputé décrivant la campagne électorale comme une partie d'échecs. C'est faire peu de cas du débat intime qui a précédé la décision du président, et des fortes convictions qui ont finalement déterminé son choix. Face aux menaces d'un retour en arrière - soit la mainmise du RPR sur l'Etat, soit la confusion barriste - personne d'autre que François Mitterrand ne peut, aujourd'hui, à la fois préserver l'essentiel de nos institutions et veiller à ce qu'elles évoluent vers un équilibre conforme à leur esprit.

Là encore, la volonté exprimée par le président de la République rejoint nos soucis. D'abord parce qu'il affirme qu'il n'y a pas d'Etat sans autorité (c'est à

dire comme lieu où s'affirme le sens du projet commun) et sans arbitrage. Ensuite parce qu'il souhaite un meilleur équilibre entre la fonction présidentielle, qu'il a libérée de ses charges excessives, et la fonction gouvernementale qui s'est affirmée avant comme pendant la période de cohabitation - qui laissera une trace profonde puisque chacun des pouvoirs voudra désormais «exercer sa pleine compétence» (1). Enfin parce que, rejoignant sur ce point notamment le comte de Paris, le président de la République veut développer la démocratie en élargissant le champ du référendum (2).

En accord avec les principes posés par le président de la République, nous ne pouvons manquer de nous réjouir de ses refus, qu'il s'agisse d'un retour à la IVème République sous la forme d'un «président-soliveau», d'un régime présidentiel à l'américaine dont l'histoire a montré les conséquences désastreuses, ou du projet de quinquennat contre lequel nous avons lutté et dont François Mitterrand ne prendra pas l'initiative comme il l'a clairement indiqué (3).

MISE EN OEUVRE

Mais la vie politique, telle qu'elle se déroulerait en cas de réélection ? Contre les dirigeants du parti socialiste qui voulaient une dissolution automatique et entretenaient la confusion entre la réélection de François Mitterrand et le retour d'une gauche hégémonique au pouvoir, nous avons dénoncé le principe même d'élections législatives délibérément provoquées et souhaité une «nouvelle donne» politique. De fait, dès sa déclaration de candidature, le président de la République a rejeté l'idée de dissolution automatique et annoncé qu'il choisirait le Premier ministre immédiatement et en toute indépendance à l'égard des partis: «cela peut parfaitement être un homme qui n'ait pas d'appartenance politique (...) et qui réunira naturellement des hommes et des femmes conformes à mes options ...» (4).

Comme la campagne de François Mitterrand est fondée sur le principe du rassemblement, comme le nouveau

Premier ministre incarnera la majorité présidentielle, comme nul ne saurait être exclu de cette majorité, il est clair que la réélection de François Mitterrand permettrait la constitution de ce gouvernement de type nouveau que nous appelons de nos vœux. Des socialistes en feraient évidemment partie, mais aussi des représentants d'autres formations et d'autres traditions politiques, qu'un Premier ministre libre de toute allégeance partisane pourrait rassembler sans trop de difficultés.

Il ne m'appartient pas d'indiquer quelle pourrait être la composition de ce futur gouvernement qui dépendra en partie du plus ou moins grand nombre de voix obtenues par François Mitterrand au second tour. Mais on devine sans peine que le nouveau Premier ministre, dont le nom est déjà sur beaucoup de lèvres, favorisera la nouvelle donne politique que nous souhaitons. Celle-ci aurait de fortes chances d'entraîner la fin de certaines alliances paradoxales, par exemple entre les démocrates-chrétiens et les intégristes du libéralisme économique, et de situer le débat et les enjeux politiques au-delà du classique affrontement entre la droite et la gauche. Dès lors, il serait possible d'envisager un retour des grandes familles politiques de notre pays - gaulliste, démocrate-chrétienne, socialiste aussi - à leur tradition originelle qu'elles pourraient enfin repenser à la lumière des exigences de la société française d'aujourd'hui.

Il ne fait plus aucun doute que la réélection de François Mitterrand provoquerait, directement ou non, une vaste recomposition politique, qui ne devrait rien aux combines d'états-majors puisqu'elle s'inscrirait dans le projet que le président de la République vient de présenter aux Français.

Les conceptions institutionnelles du président et la transformation politique qu'il permettrait donnent aux royalistes deux raisons majeures de vouloir sa réélection. Le souci de justice et de liberté qu'il affirme ne peut que les conforter dans ce choix.

Bertrand RENOUVIN

(1) (2) cf. l'entretien accordé par F. Mitterrand à la revue «Pouvoirs».

(3) (4) Europe 1, le 25 mars.